

Certaines personnes se demandent parfois ce qui arriverait si nous nous joignons aux États-Unis. Je ne fais que signaler que tous les droits garantis au biculturalisme, à l'insurrection, que sais-je encore, cesseraient d'exister, et ils n'existent que parce qu'un Parlement impérial, fort éloigné de notre pays, a adopté certaines mesures législatives il y a de nombreuses années.

**Des voix:** Bravo!

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Bien des gens qui viennent s'établir au Canada y passent des années sans saisir la signification du Commonwealth. On les entend se demander au sujet du Commonwealth: «Mais de quoi s'agit-il? Il n'a pas de sceau. Ce n'est pas l'épée qui le force à rester uni. Il y a bien quelques droits de tarif préférentiel. Sans doute y trouve-t-on aussi, de façon générale, une même tradition parlementaire» — et qui est en voie de disparition — «Mais qu'est-ce au juste?» C'est impossible à définir. Jamais je n'ai pu en saisir le sens. J'ai assisté à une conférence de premiers ministres, présidée par le premier ministre du Royaume-Uni; nous étions assis autour d'une table, des hommes de couleurs différentes, de races différentes, de presque toutes les confessions religieuses du monde. Nous arrivons à nous entendre sur les grandes questions qui touchent l'humanité. Malgré les désaccords qui existent entre des pays comme l'Inde et le Pakistan, aucun membre de la famille du Commonwealth ne peut entrevoir le jour où la guerre éclatera entre eux.

En d'autres termes, les pays du Commonwealth savent ce que la paix signifie et ils savent comment la faire régner parmi les peuples de race et de couleur différentes. Par conséquent, quand il s'agit d'accorder de l'aide et de l'assistance technique, j'estime qu'il faut d'abord songer à hausser les normes au sein du Commonwealth et donner à ces pays l'occasion d'améliorer leur sort.

On parle de la Grande-Bretagne comme d'une puissance coloniale. Elle l'était en 1914, quand seulement 10 p. 100 des peuples de l'Empire d'alors étaient indépendants. Aujourd'hui environ 96 p. 100 le sont. On trouve dans ces pays toute la gamme des gouvernements, tous les échelons de développement économique. Nous aurions aidé à raffermir le Commonwealth et la cause de la paix en établissant au sein du Commonwealth un organisme de prêt et d'aide qui aurait été financé par tous les pays du Commonwealth qui ont obtenu leur indépendance, afin de venir en aide à ceux qui sont devenus membres au cours des trois dernières années et qui le deviendront dans l'avenir. J'aimerais que des mesures soient prises pour que les

conférences des premiers ministres du Commonwealth qui, somme toute, sont l'essence de la solidarité qui existe entre les pays du Commonwealth, se tiennent de temps à autre dans des endroits différents du Commonwealth; mais je ne veux pas dire dans chaque pays à tour de rôle, mais la plupart pourraient avoir lieu à Londres, et, à l'occasion, au Canada, en Australie, en Nouvelle-Zélande et en d'autres pays du Commonwealth, de façon que nous en arrivions à nous connaître tous mieux.

J'en viens maintenant, monsieur le président, à nos relations avec les États-Unis. Je ne rappellerai pas tout ce qui s'est dit le jour du drame. Je vais parler du nouveau président. Nous l'avons tous entendu hier. C'est un grand parlementaire, un homme qui, alliant l'énergie à la simplicité, a su retenir l'attention de tout l'univers par le discours de 25 minutes qu'il a prononcé hier. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a mentionné la poursuite du dialogue engagé entre les États-Unis et le Canada. J'aurais eu beaucoup plus à dire à ce sujet si ce débat avait eu lieu il y a une semaine. Mais je m'abstiendrai d'en parler maintenant. J'affirme, cependant, qu'à mesure que le dialogue devient plus général et que les voyages d'un pays à l'autre se multiplient depuis quelques mois, les difficultés entre les deux pays tendent à s'accroître. Il me semble qu'on pourrait avantageusement remplacer ces voyages entre les capitales par un peu plus de diplomatie, et qu'on renoncerait avec profit à cet art de la mise en scène. Je signale qu'en janvier 1963 on avait déclaré que nous allions pâtir de l'anti-américanisme de notre gouvernement, et qu'une bonne partie des capitaux placés chez nous serait rapatriée. Le gouvernement précédent ne s'est jamais plaint des investissements étrangers au Canada. Il s'est borné à dire que tous les capitaux placés dans notre pays et que nous accueillons avec plaisir devraient contribuer à l'essor du Canada. Autrement dit, les capitaux immigrés devaient nécessairement devenir des capitaux canadiens.

Monsieur le président, on nous a promis que les choses allaient changer, et que le dialogue se solderait par de superbes réussites. Mais qu'est-il arrivé en réalité? Je ne veux pas redire ce que l'on a déjà dit à l'endroit du budget, mais je tiens cependant à indiquer que dans son rapport trimestriel en date du 26 novembre dernier, le Bureau fédéral de la statistique montre que les capitaux qui entrent au Canada par suite de la vente de titres canadiens à l'étranger, ont représenté 98 millions de dollars, au cours du troisième trimestre de 1963, c'est-à-dire pour juillet, août et septembre. C'est l'époque